

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 34 / 13 JUILLET 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

messmer, e. faure ou marchais, mitterrand :

GESTIONNAIRES DU CAPITAL!

m. marchais et m. dassault des divergences secondaires

Monsieur Dassault, fabricant de Mirages, député UDR, est une des cibles du P" C" F. "L'Huma" fait du groupe Dassault l'exemple type de ces secteurs clés qu'il suffirait de nationaliser pour "soustraire notre pays à la domination de l'argent".

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que Monsieur Dassault dans ses déclarations récentes ne paraît pas du tout effrayé par les projets de ces soi-disant farouches adversaires du capital.

Tout comme le P" C" F, Monsieur Dassault est très démocratique: "si la majorité du peuple français souhaite la nationalisation des fabrications d'armement, il n'y a qu'à s'incliner".

C'est que le député PDG Dassault connaît le système: quand une majorité s'impose au parlement bourgeois, quand elle adopte une loi et qu'elle est appliquée, c'est que tel est l'intérêt, la volonté de la bourgeoisie. Monsieur Dassault s'inclinera donc de très bonne grâce.

C'est que le capitaliste Dassault dont le groupe a profité et profite toujours largement des sociétés nationalisées par la bourgeoisie, a tiré les leçons de 1945 et sait très bien que dans l'intérêt de la bourgeoisie, dans son ensemble, et des capitalistes soi-disant expropriés, en particulier, de confier à l'état bourgeois la gestion de certains secteurs de la production: "si nous ne faisons plus les meilleurs avions, et si le chômage atteint notre société, ce jour-là, il vaudra mieux être nationalisé... indemnisé, et placer ses capitaux ailleurs.

En clair, Monsieur Dassault et Monsieur Marchais sont 2 gestionnaires du capital, d'accord sur le fond de la question, mais pas d'accord sur le moment. Pour Dassault, ce n'est pas encore le moment. Pour Marchais, c'est urgent. Petite divergence bien compréhensible: plus tôt on nationalisera, plus tôt Monsieur Marchais et sa clique pourront s'installer dans des fauteuils de conseils d'administration.

Le passage de Chaban à Messmer a été préparé et organisé par Pompidou pour produire un effet de surprise, un certain choc, pour faire croire que, vraiment quelque chose allait changer.

En fait, il est assez clair, que la bourgeoisie n'envisage même pas un tournant important dans sa tactique pour maintenir et renforcer sa domination.

Exceptés quelques nouveaux venus et quelques partants, c'est à quelques permutations près, la même équipe de politiciens qui reste aux commandes, c'est, entre clans de la bourgeoisie, le même partage des fromages ministériels (en gros, 75% d'UDR, 15% d'indépendants, 10% de Centre Démocratie et Progrès). Et surtout, les pièces maîtresses de l'appareil d'état restent dans les mêmes mains: l'armée (Debré), la police (Marcellin), ainsi que la "justice" (Pieven), le système étatique de pompage et de redistribution de la plus-value (Giscard).

De plus, Messmer, en se présentant à la Télé a souligné: "Je continuerai... la politique excellente de mon prédécesseur". Et il s'agissait tout particulièrement de la politique de Chaban vis-à-vis de la classe ouvrière.

Alors, qu'y aura-t-il de changé? Et dans quel but changer quelques politiciens?

Le but, c'est de ravalier la façade, en vue des élections législatives de 73 et des présidentielles de 76, de poursuivre donc les mêmes objectifs, la même démagogie, en premier lieu contre la classe ouvrière, mais en utilisant des têtes nouvelles, pas encore trop discréditées?

La première tête à changer, c'était bien sûr la figure de proue. En 1969, après la grande secousse de mai 68, et l'élimination de de Gaulle, le nouveau président Pompidou avait mis en vedette un nouveau premier ministre: Chaban, fringant, pouvait se permettre alors une grande offensive démagogique promettant de construire une "nouvelle société... prospère, jeune, généreuse et libérée". En décembre 69 il claironnait: "Pendant 2 ans, ou plus exactement pendant 21 mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grèves". Mais depuis trois ans, la classe ouvrière n'aura pas cessé de multiplier des grèves dures et prolongées. Trois ans après, il devient clair, et avant tout pour la classe ouvrière que la société bourgeoise exploite de plus en plus. Trois ans après, comment croire encore aux promesses de Chaban?

Alors, Chaban passe dans la coulisse, et Messmer, peu connu du public arrive sur le devant de la scène. Mais il appelle à la rescousse le super déma-

gogue Edgar Faure, lui taille un super ministère des affaires sociales. Edgar Faure est le champion de la participation, qui a su museler l'Université après mai 68. Aucun doute: avec son lieutenant Poncelet, ancien dirigeant du syndicat collabo CFTC, Edgar Faure va pousser à fond la "concertation" à la Chaban (contrats de progrès,



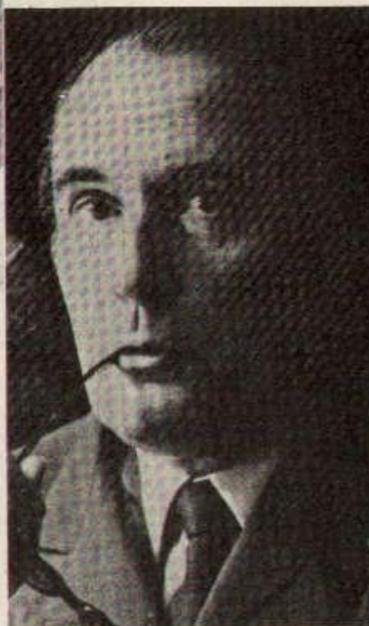
accords, conventions collectives), c'est-à-dire s'appuyer sur les appareils syndicaux pour tenter de museler la classe ouvrière. Mais en même temps, il enveloppera ça dans un flot de slogans sur la "participation, grande revendication gaulliste", sur "la socialisation de l'expansion", sur "l'humanisation du travail", etc... Il nous rabattra les oreilles avec son "nouveau contrat social".

Ravalier la façade, cela veut dire aussi pour la bourgeoisie, après le fiasco électoral du référendum, rétablir son hégémonie sur des couches de la petite bourgeoisie, jusque là largement soumises mais qui s'agitent (petits commerçants) ou qui commencent à rejeter une tutelle vieille de plus d'un siècle (paysans pauvres). Messmer, à peine arrivé, libère Nicoud et crée un ministère du Commerce et de l'artisanat. Il élimine du ministère de l'Agriculture, Cointat, qui s'est mal sorti de la grève du lait, pour y installer un personnage d'allure plus dynamique, Chirac.

Et Guichard, redevenu ministre de l'Équipement, du logement et de l'aménagement du territoire, retrouve sa spécialité: doser et saupoudrer les subventions et les promesses aux notables, aux communes etc... pour renforcer les réseaux d'agents électoraux.

Ravalier la façade, c'est enfin, bien sûr, se débarrasser avant les élections des politiciens dont la pourriture s'épandait au grand jour (Dechartre, Chandon, Chaban) et les remplacer par d'autres qui peuvent encore être présentés comme les purs et durs, chevaliers de la Croix de Lorraine (Messmer, Germain).

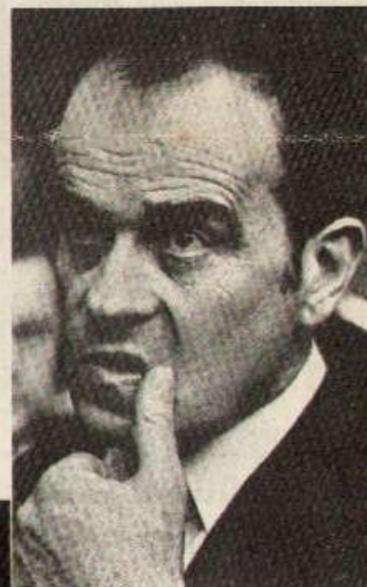
Un même souci: maintenir la domination du capital, face aux luttes de la classe ouvrière.



Assurément, si la bourgeoisie change de personnel politique, si elle cherche de nouvelles formes de démagogie, c'est d'abord pour faire face à la montée des luttes du prolétariat en métropole et des peuples opprimés (Tchad, Madagascar, Antilles).

C'est précisément ce que les révisionnistes du P" C" F et leurs compères du PS cherchent à masquer. Ils parlent bien de faillite, de la crise actuelle de la société française. Mais pour eux, qu'est-ce que c'est cette crise?

1. C'est que le régime est parfaitement anti-démocratique... fondé sur le plaisir d'un seul homme. Preuve: Pompidou a changé de ministre, sans demander l'avis des godillots UDR. Scandale!



2. C'est que "la gestion... du gouvernement est désastreuse", à cause de "l'étroite liaison entre les milieux d'affaires et ceux du gouvernement". Preuve: les scandales Rives Henrys, l'avoire fiscal, l'ORTF.

Conclusion: pour résoudre la crise, il faudrait un Parlement qui fonctionne "bien", comme dans le temps. Alors que, depuis près d'un siècle, en France, le Parlement ne joue plus qu'un rôle de devanture, pour résoudre la crise, il suffirait de substituer aux ministres "conservateurs" de bons ministres à la Mitterrand ou à la Marchais, de les mettre à la tête de l'appareil bourgeois d'oppression et d'exploitation. Pour résoudre la crise, il suffirait tout simplement de changer les gestionnaires du Capital.

Voilà, selon ces messieurs, "la solution de rechange cohérente capable de substituer à la domination de l'argent la défense de l'intérêt des travailleurs"!

Les gestionnaires actuels de l'impérialisme français ne sont pas disposés à leur céder la place. Et la lutte, à l'approche des législatives, va s'intensifier avec leurs concurrents P" C" F-PS.

La classe ouvrière doit déjouer cette double offensive démagogique, qui ne fait que commencer: celle des Edgar Faure, comme celle des Marchais-Mitterrand. La crise actuelle, c'est la crise de l'impérialisme. C'est une excellente situation pour la classe ouvrière, pour forger, sous la direction de son Parti, la seule voie de son émancipation: la voie de la Révolution Proletarienne.

